

L'effet de la privatisation sur la croissance économique

Habib OUNI

Habib.ouni@u-bordeaux4.fr

Nader AKMAR

naderakmar@gmail.com

Résumé

Cette étude s'inscrit dans un cadre de mise en évidence la relation entre la privatisation et la croissance économique. En effet, Plane (1997) et Bennett (2000) ont dégagé une corrélation alors que Cook et Uchida (2001) ont montré qu'il s'agit d'une corrélation négative. Notre étude s'inscrit dans le même cadre, à partir d'un échantillon de 47 pays en développement durant la période 1990-99, nous avons testé un modèle à la croissance (EBA). Les résultats suggèrent que la privatisation n'est pas toujours synonyme à la performance macroéconomique. Elle doit être accompagnée par d'autres politiques telles que la libéralisation de l'activité économique ainsi qu'un environnement concurrentiel pour avoir un effet positif.

Mots Clefs : Privatisation, Croissance Economique, Cross-Section.

Introduction

La privatisation des entreprises publiques s'inscrit dans un contexte marqué, depuis les années quatre vingt, par un rythme accéléré dans des divers régions du monde. La dimension temporelle et spatiale de la privatisation a fait sujet de plusieurs analyses théoriques et des études empiriques dont elles soulignent clairement l'ampleur de ce phénomène.

A titre d'exemple, et au cours de la décennie des années 80, la vente des entreprises publiques à des investisseurs privés a avoisiné les 250 milliards de dollars, touchant de ce fait plus de cent pays. Suite à l'expérience Britannique, sous le gouvernement du Thatcher et en particulier à partir de 1979, en matière de privatisation des entreprises publiques, plusieurs autres pays industrialisés se sont, à leur tour, engagés dans la même direction. Au cours la dernière décennie plusieurs pays européens tels que l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne ont lancé de grands programmes de privatisation. Selon les faits stylisés, l'Europe représente la majeure partie des entreprises privatisées dans les pays de l'OCDE au cours des quinze dernières années.

La volonté de réduire l'inefficacité des entreprises publiques et le souci de restreindre le poids du secteur public sont en effet à l'origine de ce phénomène international qui est le désengagement de l'Etat. Ce phénomène est fortement inspiré par le courant néo-libéral.

Plusieurs études tiennent à présenter les bienfaits et les désagréments de la privatisation. Nous testons la relation entre privatisation et croissance économique. Autrement dit, nous cherchons de déterminer si la privatisation à toujours des effets positive sur la croissance ou bien elle a des effets néfastes. En outre, nous essayons démontrer sous quelles conditions la privatisation est souhaitable et elle est incontestée. Notre étude porte sur un échantillon de 47 pays qui ont un degré de développement plus ou moins différents¹ et sur la période allant de 1990 jusqu'à 1999.

Afin de mener à bien notre travail, nous commençons, dans une première partie, par la présentation du cadre théorique et empirique qui permet d'identifier la relation entre privatisation et la croissance économique. La deuxième section sera consacrée à la présentation du modèle et à une analyse descriptive des données. Les résultats de notre modèle et interprétations seront exposés dans la troisième partie.

¹ Parmi ces 47 pays nous trouvons les pays d'Amérique Latine, les pays Asiatique, les pays de l'Europe Central et Oriental et les pays d'Afrique. On peut aussi classer les pays de notre échantillon en deux groupes : les pays émergents et les autres pays en développement.

1. La relation entre privatisation et la croissance économique

L'idée de privatiser les entreprises publiques trouve ses fondements dans un ensemble de théories économiques élaborées par plusieurs économistes. Toutes ces théories tournent autour du débat sur la relation entre propriété et performance de l'entreprise qui était, tout au début, fondés sur l'hypothèse d'efficacité inférieure de la propriété publique à la propriété privée. Les auteurs cherchent à démontrer l'inefficacité des entreprises publiques, d'un point de vue économique. Ce corpus théorique s'articule principalement autour des théories économiques contractuelles ou institutionnelles ; théorie des droits de propriété, théories des coûts de transactions et théories de l'agence. La théorie des droits de propriété constitue sans doute la justification la plus éminente des privatisations. Pestieau (1986) montre que l'entreprise publique est vouée à l'inefficacité du fait même que ses propriétaires, les électeurs n'ont pas ni la motivation ni les moyens suffisants pour la pousser à une gestion performante. Par conséquent les entreprises publiques opérantes notamment dans les secteurs concurrentiels sont condamnées à la privatisation. Les nombreux objectifs de la dite politique font l'objet de maintes d'études théoriques et empiriques. On s'intéresse dans le présent travail à montrer l'impact de la privatisation sur la croissance économique dans les pays en développement. Les principaux travaux en la matière sont ceux de Gylfason (1998), Plane (1997), Barnett (2000) et Cook et Uchida (2001). Les auteurs ont montré une contribution significative de la privatisation sur la croissance économique.

Barnett (2000) a dégagé, à partir d'un échantillon de 18 pays dont 12 pays en développement qu'une recette totale de la privatisation de 1% du PIB entraîne une augmentation du taux de croissance de 0.5 %, de même pour Plane (1997) en utilisant un échantillon composé de 35 pays en développement durant la période 1988-1992, a conclu que les réformes institutionnelles entraînent en moyenne un accroissement de la croissance de 1.5 %. Cependant la corrélation entre la privatisation et la croissance économique s'est avérée négative aux yeux de Cook et Uchida (2001). La politique de privatisation n'aura d'effet que si elle est suivie par d'autres politiques accompagnatrices telles que la régulation de l'environnement concurrentiel et la stabilisation macroéconomique ainsi que l'environnement institutionnel

A l'instar de nombreuses expériences, les pays de l'Europe central (Pologne, Hongrie, République Tchèque) et oriental (Roumanie, Bulgarie, Albanie) ont abandonné le système d'économie planifiée en tournant vers l'économie de marché basé sur l'initiative privé. Les pays de l'Amérique Latine ont massivement fait le choix de la privatisation. A titre

d'exemple, les programmes de Chili, du Mexique ont été particulièrement importants. Mais l'un des plus ambitieux est sans doute celui entrepris en Argentine, tant du point de vue de la masse de privatisation que du nombre de secteurs productifs touchés ainsi que de la vitesse à laquelle il a été réalisé.

Meggison et Netter (2001) rapportent également qu'en Afrique, le programme de privatisation a fait l'objet d'une composante principale du programme d'ajustement structurel lancé par ces pays.

la privatisation entraîne l'augmentation du degré de concurrence, l'allègement du déficit budgétaire, le développement des marchés financiers, l'attraction des investissements étrangers, l'accroissement du niveau de la croissance économique. le développement des marchés de capitaux, Bortlotti, Siniscalco et Fantini (2001) en étudiant les données d'un panel de 34 pays sur la période 1977- 1999, constatent que la privatisation test positivement sur le niveau de la liquidité dans l'économie ainsi que l'accroissement de la capitalisation boursière. Plane (1997) précise qu'avec un échantillon de 35 pays en développement sur la période 1984-1992 et en utilisant un modèle économétrique Tobit et Probit, les conséquences macroéconomique de la privatisation affecte la croissance économique autrement dit, la recette issue de la privatisation entraîne une amélioration du niveau de la croissance économique. Dans cette même veine, une étude publiée par la Banque mondiale de Barnett (2000) avec des données de panel, suggère que la privatisation a un impact positive sur les variables macroéconomiques tel que l'investissement, le chômage ainsi la croissance économique. Il a montré qu'une recette de privatisation équivalent à 1 pour cent du PIB est associée avec un accroissement de 0.5 pour cent du taux de croissance réel pour la première période et de 0.4 pour la seconde².

La présente étude se distingue par rapport à ceux effectuées par, d'un coté, nous envisagerons une étude de l'impact de la privatisation en terme de recette cumulative en coupe transversale pour neutraliser les effets néfaste de la croissance économique et le rythme du programme de privatisation n'est pas toujours synchronisé. De l'autre, l'hétérogénéité de notre échantillon, des pays qui n'ont pas les même structure de base pour mener leur programme de privatisation.

Généralement pour ce type de travaux, les auteurs recommandent la technique *d'Extreme Bound Analysis EBA*, utilisée par Levine et Renelt (1992) et Levine et Zervos (1993).

² **Barnett, S. (2000):** Evidence on the fiscal and macroeconomic impact of privatisation, *IMF working paper*.

2. Le modèle

Dans les pays en voie de développement la privatisation a été un nouvel instrument de politique économique. Afin de déterminer le rapport entre la privatisation et la croissance économique, nous procédons à une analyse en coupe transversale pour voir si vraiment la privatisation affecte la croissance économique. Mais les études qui utilisent comme instrument une régression en coupe transversale présentent quelques problèmes statistiques et conceptuels au niveau de l'interprétation économique. Harberger (1987) signale qu'un des problèmes les plus fondamentaux pourrait être causé par l'inclusion des pays qui ont peu de contribution à la croissance économique. L'analyse de la régression nécessite des observations qui sont dessinés d'une population distincte. Ainsi, l'inclusion des pays qui sont intrinsèquement différents peut aboutir à des niveaux inacceptables de déplacement statistique (Levine et Zervos 1993).

Généralement, d'après les spécialistes, l'analyse de régression en coupe transversale nécessite des données calculées en moyenne sur une période déterminée, ce qui nous permet de considérer les coefficients des variables comme des élasticités. Ces coefficients indiquent la croissance en pourcentage résultant d'un pour cent, reflètent le changement d'une variable.

En s'inspirant du modèle d'analyse des déterminants de la croissance économique de Levine et Renelt (1992), nous considérons le modèle suivant :

$$Y = \beta_1 I + \beta_2 M + \beta_3 Z + u,$$

Avec :

Y : Taux de croissance moyen du PIB par *capita*,

I : Matrice des variables de base

M : Matrice des variables instrumentales qui reflètent les intérêts politiques et

Z : Matrice composée de variables instrumentales.

Cette méthode a pour origine celle Levine et Renelt (1992) qui incluent toutes les variables Z dans la régression.

Pour estimer le coefficient β_2 qui reflète l'importance de la politique de privatisation, Plane (1997) a cumulé la recette issue de la privatisation au cours de la période 1988-92, rapportée au PIB de l'année 1990. Dans ce travail, nous avons procédé de la même démarche mais seulement la recette cumulée de la privatisation est rapportée à la moyenne du PIB de la période 1990-99, en tenant compte des chocs externes et internes qui peuvent affecter le PIB des pays de notre échantillon.

Définition des variables:

Notre base de données considère 64 dont 25 pays de l'Afrique, 18 pays de l'Amérique Latine et le reste de l'Europe de l'Est, habituellement étudiée dans les fonctions de croissance sur la période 1990-1999.

Notations	Définitions
Y	Taux de croissance par tête annuel moyen sur la période 1990-1999.
Priv	Ratio de la recette cumulée issue de la privatisation sur la période 1990-1999 en pourcentage du PIB de la même période.
LPIBi	Log du PIB initial par tête de 1990
POP	Taux de croissance annuel moyens de la population durant la même période
LIFE	log de l'espérance de vie à la naissance en 1990.
GDI	moyenne du ratio de l'investissement rapporté au PIB durant la période 1990-1999
FDI	Moyenne du ratio de l'investissement direct étranger en pourcentage du PIB, période 1990-1999.
CP	Ratio la consommation publique rapportée à la moyenne du PIB.
OPEN	Ratio qui mesure l'ouverture d'un pays, (l'exportation + l'importation)/PIB.
BUD	Ratio du déficit budgétaire en pourcentage du PIB
STAB	Variable qui reflète la stabilité politique, mesurée par la moyenne du nombre des crises, des coups d'Etat durant la période 1990-1999.
LAC	Variable binaire qui prend la valeur 1 si le pays fait partie de l'Amérique Latine 0 sinon.
EA	Variable binaire qui prend la valeur 1 si le pays fait partie de l'Asie Orientale, 0 sinon.
AF	Variable binaire qui prend la valeur 1 si le pays fait partie de l'Afrique Subsaharienne, 0 sinon.

Statistiques descriptives

Variable	Obs.	Mean	Std. Dev.	Min	Max
g	47	0.01336	0.02090	-0.05413	0.05453
Lpib	47	2.96823	0.50768	2.13275	4.20075
Fdi	47	2.06597	2.11724	-0.00765	10.0529
Cp	47	13.2459	4.67992	4.41444	32.8088
Life	47	1.77494	0.07887	1.54646	1.87727
Gndem	47	105.423	8.77412	87.77486	132.584
Pop	47	2.21468	0.77309	0.4059598	4.25079
Gdi	47	20.6729	5.74914	8.227981	35.3805
Cpp	47	5.15047	5.83991	0	24.0379
Stab	47	3.01562	3.86885	0	16
Debt	47	0.07984	0.0743755	0.02	0.51
Open	47	0.68437	0.4895021	0.16	3.68
Bud	47	-0.0492	0.0594767	-0.27	0.12
Lac	47	0.328125	0.473242	0	1

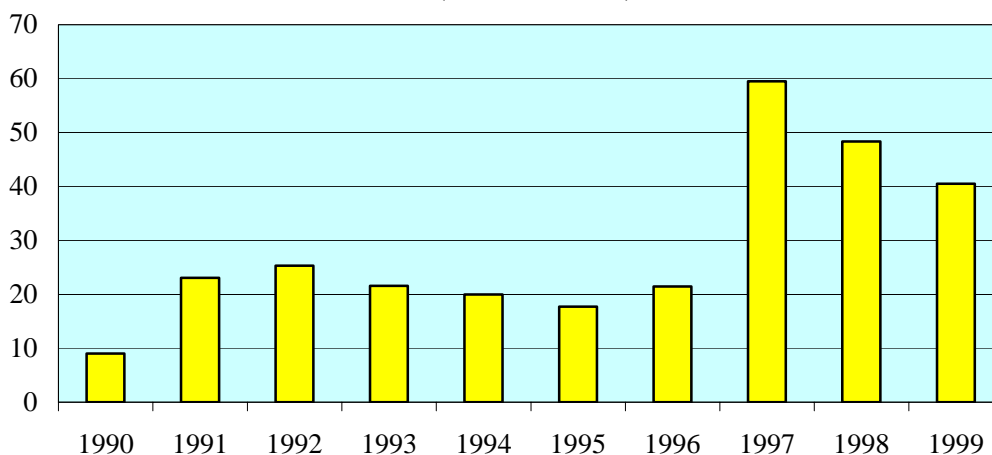
L'estimation du modèle de base de croissance : *Extreme Bound Analysis EBA*

Notre démarche économétrique consiste, en deux étapes principales pour estimer le modèle de base. D'abord on intègre seulement les déterminants principaux de la croissance économique³ (la matrice des variables I) ensuite nous introduisons la variable relative à la recette cumulée e la privatisation rapportée au PIB (RCP).

³ On fait appel à la théorie de la croissance exogène et endogène

Pays	RCP	PIBM	RCP/PIBM	Pays	RCP	PIBM	RCP/PIBM
Hongrie	13998,9	41488,2	33,74	Sri Lanka	804,4	12172,3	6,61
Bulgarie	3199,0	12031,1	26,59	Philippines	3960	64258,2	6,16
Zambie	826	3351,1	24,65	Roumanie	1865,7	32030,0	5,82
Macédoine	679,3	2968,4	22,88	Egypte	2905,4	59632,4	4,87
Panama	1427,3	7640,0	18,68	Tanzanie	272,29	5937,2	4,59
Pérou	8134,4	44326,3	18,35	Chile	2138,3	55159,4	3,88
Argentine	44588,0	245983,2	18,13	Indonésie	6134,8	160319,8	3,83
Lituanie	1535,6	9666,1	15,89	Pakistan	1992,3	54594,9	3,65
Estonie	778,2	4920,7	15,81	Kenya	318,3	8768,5	3,63
Bolivie	1045,4	6622,5	15,79	Uganda	174,4	4899,2	3,56
Malaisie	10159,6	73506,5	13,82	Chine	20593,1	647448,7	3,18
Ghana	888,4	6594,4	13,47	Tunisie	523	16836,0	3,11
R. Tchèque	5633,1	43777,1	12,87	Zimbabwe	217,77	7444,0	2,93
Slovaquie	1979,4	16490,8	12,00	Turquie	4654,4	170111,6	2,74
Brésil	69607,7	605716,4	11,49	Togo	38,1	1424,3	2,68
Pologne	12171,9	112192,6	10,85	Inde	8983,4	344781,8	2,61
Maroc	3102,2	31296,6	9,91	Nigeria	730,2	30044,3	2,43
Venezuela	6072,0	71557,1	8,49	Lao PDR	32	1394,7	2,29
Colombie	5979,5	75045,7	7,97	Thaïlande	2985,8	130178,5	2,29
Croatie	1318,3	16640,6	7,92	Afrique de Sud	2964,2	133736,4	2,22
Jamaïque	385,5	4931,4	7,82	Oman	60,1	12505,2	0,48
Mexique	28593,0	368419,2	7,76	Costa Rica	50,8	10777,6	0,47
Lettonie	490,9	6867,1	7,15	Bangladesh	59,63	37070,8	0,16
Nicaragua	130,3	1830,6	7,12				

**Figure 1: Les recettes de la privatisation au cours de la période 1990-99
(en Billions de \$)**



Source : Banque Mondiale

L'estimation du modèle de base de croissance : *Extreme Bound Analysis EBA*

Notre démarche économétrique consiste, en deux étapes principales pour estimer le modèle de base. D'abord on intègre seulement les déterminants principaux de la croissance économique⁴ (la matrice des variables I) ensuite nous introduisons la variable relative à la recette cumulée e la privatisation rapportée au PIB (RCP).

L'estimation de fonctions de croissance standard :

Les variables déterminantes de la croissance économique que les auteurs mettent en évidence sont toujours introduites lorsqu'il s'agit d'une régression en coupe transversale. Sala-i-Martin (1994) intègre les variables relatives à l'activité économique, politique et même sociale. Les principales variables sont ; (1) log du PIB initial, (2) log de l'espérance de vie à la naissance, (3) taux de croissance moyen de la population, dépense de consommation du gouvernement en pourcentage du PIB, (4) la formation brute de capitale fixe en pourcentage du PIB, (5) taux de scolarisation. Ces variables sont généralement appelées *Barro-regression* à l'exception de la variable (2).

Ces variables ont été introduites par Levine et Zervos (1993) et Barro et Sala-i-Martin (1995). Elles sont significatives et de signes attendus.

La regression de ces variables pour notre application peuvent être introduites comme témoignent les auteurs. La première régression, pour expliquer la variation de la croissance économique (Y) inclut le log du PIB initial per capita de l'année 1990 (PIBI), log de l'espérance de vie à la naissance (LIFE), le taux de croissance moyen de la population (POP) durant la période 1990-1999 ainsi que la part de l'investissement dans le produit intérieur brut (I). La deuxième inclut les dépenses en consommation publiques en pourcentage du PIB (CP).

⁴ On fait appel à la théorie de la croissance exogène et endogène

3. Résultats et Interprétations :

La lecture du tableau suivant, nous permet de dégager les résultats suivants :

	A	B	C	D	E	F
C	-0.1844 (-2.78)	-0.1862 (-2.83)	-0.15 (-2.17)	-0.23 (-1.27)	-0.0043 (-0.02)	-0.2476 (-3.31)
LPIBi	-0.0152 (-2.37)	-0.013 (-2.13)	-0.018 (-2.59)	-0.01 (-2.32)	-0.001 (-0.23)	-0.013 (-2.32)
POP	-0.006 (-2.35)	-0.005068 (-1.70)	-0.007 (-2.57)	-0.007 (-2.61)	-0.008 (-2.69)	-0.0042 (-1.34)
LIFE	0.1280 (2.83)	0.129 (2.89)	0.12 (2.55)	0.16 (3.32)		0.1730 (3.51)
GDI	0.0014 (3.76)	0.0014 (3.79)	0.013 (2.87)	0.001 (2.77)	0.007 (3.72)	0.00098 (2.14)
CP		-0.0006 (-1.44)				-0.0005 (-1.15)
Priv			-0.008 (-0.24)		0.0035 (0.01)	-0.00011 (-0.29)
OPEN			0.0025 (0.48)		0.001 (0.25)	-0.0075 (-1.01)
BUD			-0.049 (-1.19)		-0.032 (-1.01)	0.0135 (0.32)
STAB						-0.0007 (-1.34)
LAC				0.009 (1.7)	0.0017 (1.32)	-0.0140 (-2.51)
R-squared	0.47	0.4892	0.48	0.49	0.40	0.60

N.B : les t-statistiques sont entre parenthèses.

- Les coefficients du PIBI sont négatifs et non significatifs, ils reflètent les conditions de base de beta-convergence conditionnelle des pays en développement. Cette hypothèse était justifiée par la théorie de la croissance économique chez Barro et Sala-i-Martin, 1995 ainsi que Mankiw, Romer, et Weil, 1992.
- La variable qui explique l'espérance de vie à la naissance, c'est une variable que généralement les auteurs considèrent comme une variable qui reflète la contribution du

capital humain à la croissance économique (Lucas 1988). Ces variables sont de signe attendu et significatif au niveau de confiance de 1%.

- Les coefficients de la variable POP sont tous négatifs, leurs interprétations sont plus au moins ambiguës selon Cook et Uchida (op cit). Selon ces auteurs, cette variable peut être justifiée par le choix de l'échantillon. Ce dernier est composé par les pays en développement où le taux de la population est élevé.
- L'interprétation de la variable PRIV est controversée. Ce résultat n'est pas conforme à ceux de Plane (1997) et Barnett (2000). Ces auteurs ont montré que la privatisation a un effet positif sur la croissance économique, ce qui n'est pas le cas pour notre application. La diversification de l'échantillon et le calcul des variables peuvent être les principales justifications. Notre échantillon est composé de 13 pays de l'Amérique Latin et Caribbean et 12 pays de l'Europe centrale et orientale. Ces derniers ont accéléré leurs programmes au début des années 80.ils ont opté des programmes de masse.

4. Conclusion

Bien que les résultats ne sont pas conformes au niveau de l'interprétation de la variable PRIV c'est à dire que la privatisation à un effet négatif sur la croissance, les études récentes telles que celle de Bernnett, Estrin et Maw (2003) montrent que l'effet net de la privatisation ne serait positif qu'une fois que la privatisation soit accompagnée par une libéralisation des marchés et instauration d'un environnement concurrentiel. Cette idée était soutenu aussi par Cook et Uchida (2001).

Cependant, cette étude ne serait qu'une contribution dans la mesure où elle réexamine le rapport entre la privatisation et la croissance économique. Elle peut avoir l'objet de divers critiques notamment sur le plan économétrique où peu d'études empiriques ont proposé l'estimation d'un modèle à la croissance économique EBA.

Références bibliographiques

- Ariyo A. et Jerome A. (1999), « Privatization in Africa: An Appraisal » *World Development*, vol 27.
- Barnett, S. (2000), « Evidence on the fiscal and macroeconomic impact of privatisation », *IMF working paper*.
- Barro, R. et Sala-i-Martin, X. (1995), “Economic growth”, New York, McGraw-Hill.
- Bortlitti, B., Fantini M., et Siniscalco D. (2001), “Privatisation around the world”; New
- Boubakri N. and Cosset J. C. (1998), “The financial and operating performance in newly privatised enterprises: evidence from developing countries”, *Centre de Recherche en Economie et Finance appliqués (CREFA)*, University of Laval, working paper.
- Boubakri N. and Cosset J. C. (1999), “Does privatization meet the expectation? Evidence from African countries”, AERC, Nairobi.
- Boubakri N. and Cosset J. C. (2000), “The aftermarket performance of privatization offerings in developing countries”, *University of Laval, Working paper*.
- Boycho, M. Shleifer, A. et Vishny, R. (1996), “ A theory of privatisation”, *Economic Journal*, 106.
- Cook P. et Uchida Y., (2001), “Privatisation and economic growth in developing countries”, *Working paper in centre of regulation and competition*. Evidence from panel data, Cesifo working paper n°600.
- Galal, A., Jones, L., Tandon, P., Vogelsang, I. (1994), “Welfare consequence of selling public enterprises”, New York, Oxford University Press.
- Grosfeld I. & Clandia S. (1996), « Trois enjeux des privatisations à l’Est ». *Revue Économique*, n°6.
- Guislain P. (1995), « Les privatisations : Un défi stratégique, Juridique et institutionnel ». Déboeck Université.
- Gylfason T.(1999), “Ownership and growth”, Working paper , Institute of Economic Studies, University of Iceland.
- Labaronne D. (2001), « Privatisation et croissance dans les pays de l’Est », CEPII.

- Larrain R. G. et D. Winograd C. (1996), « Privatisation massive, finance publique et macroéconomie : Le cas de l'Argentine et du Chili ». *Revue Économique*, n°6.
- Levine R. et Renelt D. (1992), "A sensitivity analysis of Cross-Country Growth Regressions", *American Economic Review*, vol.82.
- Levine R. et Zervos S. (1993), "what we have learned about policy and growth from cross-country regressions?" *American Economic Review*, vol.83, N°2.
- Loren Brandt, Hongbinli et Joane R. (2001), "Why do government privatised ?" William Davidson working paper N° 429.
- Meggison et Jeffrey M.N. (2000), "From state to market: A survey of empirical studies on privatisation", *FEEM*.
- Meggison, Nash et Van Randenbergh M. (1994), "THE financial and the operating performance of newly privatized firms: An international Empirical Analysis". *Journal of finance*, Vol. 49.
- Nellis, Shirley M. et kikerie S. (1994), "Privatization: lesson from market economies". *World Bank Research Observer*, Vol 9.
- Oliver Bouin (1992), « La privatisation dans les pays en développement : Réflexions sur une panacée », *Cahier de politique économique* n°3, OCDE.
- Pestieau P. (1986), « Entreprise et propriété publiques ». *Revue économique* n°6, 1987.
- Philip J.G, P.M, Robert W.W.(1996), " Public sector inefficiency in large U.S. Cities", *Working paper world Bank*.
- Plane (1997), " Privatization and Economic growth: An empirical investigation from a sample of developing market economics". *Applied Economics*, vol 29.
- Plane. P (1995), « Les fondements théoriques des politiques de privatisation dans les pays en voie de développement ». *Problèmes Économiques*, n° 2411.
- Sala-i-Martin, X. (1994), "Cross-Sectional Regressions and the Empirics of Economic Growth", *European Economic Review*, vol.38.
- Vicker, J. et Yarrow, G. (1988), " Privatisation : An Economic Analysis", London, MIT Press.